

**Marie-Pierre Vieu**  
Députée européenne  
Membre de la GUE/NGL

Salvador de Bahia, le 12 mars 2017

Communiqué de presse

### **Soutien total au collectif hydroélectricité CGT**

Partie au Brésil pour le Forum Social Mondial où je défends l'impérieuse nécessité de rassemblement des forces alternatives et de progrès pour une Europe et un monde des peuples, je regrette de ne pouvoir être présente à vos côtés.

Depuis plusieurs mois maintenant, j'accompagne avec engagement et conviction le « collectif hydroélectricité CGT » EDF-SHEM-CNR, ainsi que les revendications de l'intersyndicale. Nous avons tenu plusieurs réunions de travail, délégations et rassemblements de sensibilisation tant au niveau départemental, que national et désormais européen. **Ainsi, le 5 février dernier, j'interpellais Nicolas Hulot Ministre de la transition écologique et solidaire - je n'ai toujours pas de réponse à mon courrier...**

Les dernières informations qui m'ont été données sont alarmantes : le Conseil d'Etat a supprimé la valorisation et l'indemnisation « *des biens de retour et de reprises* » au profit des opérateurs historiques (EDF-SHEM-CNR). Ainsi, outre la braderie sans précédent du patrimoine français mise en œuvre par le gouvernement Macron, ce sont désormais les nombreux investissements réalisés avec l'argent des usagers qui sont gracieusement offerts aux faiseurs de profits.

Il faut mettre un terme à l'ensemble de mesures visant à la mise en concurrence et à l'entrée dans le secteur marchand et spéculatif de la formidable maîtrise publique dont nous disposons en matière d'énergie renouvelable qu'est l'hydroélectricité.

Outre l'énergie, et tous les risques de souveraineté induits par l'abandon de la maîtrise de notre production et de notre autonomie énergétique, c'est de la maîtrise de l'eau dont il est question. Il ne serait pas anodin en ces temps de dérèglements climatiques que le Ministère de la Transition Ecologique procède à la dérégulation de la gestion de la ressource en eau.

Des solutions alternatives existent, l'Etat français, actionnaire principal d'EDF ne peut agir en agent financier. Il a le devoir de la préservation du bien et de l'utilité publique. Nous connaissons votre attachement à ces valeurs, intrinsèquement liées aux valeurs écologiques qui cherchent à préserver les ressources naturelles de l'exploitation inconsidérée du capitalisme à la seule recherche de profits.

**Mon groupe parlementaire européen GUE-NGL recevra la délégation ce soir à 19h pour réaffirmer notre soutien. Le 19 mars, ce sera le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, qui les informera de notre souhait de faire de l'énergie une cause nationale.**

**C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le 2 avril en Isère et le 28 avril dans mon département des Hautes-Pyrénées, nous mènerons des actions d'envergures pour sensibiliser les populations et montrer qu'une autre politique aux profits des populations et des territoires est possible.**

Soyez assurés de mon total soutien.

